



SECRETARIAT

AS/Jur (2023) CB 02
27 mars 2023

Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Paris le 22 mars 2023

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Paris le 23 mars 2023, sous la présidence de M. Davor Ivo Stier (Croatie, PPE/DC), premier vice-président, en ce qui concerne :

- **Convention européenne des droits de l'homme et constitutions nationales** (Rapporteur : M. George Katrougalos, Grèce, GUE) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution ;
- **Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – 11^{ème} rapport** (Rapporteur : M. Constantinos Efstathiou, Chypre, SOC) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation ;
- **Aspects juridiques de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme** (Rapporteur : M. Titus Corlăţean, Roumanie, SOC) : a tenu un échange de vues avec Mme Tonje Meinich, directrice générale adjointe, Département de la législation, ministère de la Justice et de la Sécurité publique, Norvège, présidente du « Groupe 46+1 » (en ligne) ;
- **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission :**

Réponse à la [Recommandation 2229 \(2022\)](#) sur « Comment faire bon usage des avoirs confisqués d'origine criminelle ? » : a pris note de la réponse du Comité des Ministres et des commentaires du rapporteur (M. André Vallini, France, SOC) concernant la réponse ;
- **Renvois transmis à la commission :** a lancé un appel à candidatures pour les rapports suivants :

Processus de réparation et de réconciliation pour surmonter les conflits passés et construire un avenir commun de paix : la question des mesures réparatoires justes et équitables [Doc. 15676](#) ;

Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (décision du Bureau) ;
- **Renvois pour information :**
 - Reconnaître les partis politiques bellicistes russes comme des groupes et entités impliqués dans des actes de terrorisme passibles de sanctions institutionnelles ([Doc. 15638](#)) (à prendre en compte pour le rapport « Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine ») ;
 - Augmentation du nombre de prisonniers politiques en Azerbaïdjan ([Doc. 15646](#)) (à prendre en compte pour l'élaboration du rapport « Menaces d'atteinte à la vie et à la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits humains en Azerbaïdjan ») ;
 - Escalade dans la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (décision du Bureau) (à prendre en compte pour le rapport « Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine ») ;

- Le grave problème des conflits d'intérêts à la Cour européenne des droits de l'homme ([Doc. 15661](#)) (à prendre en compte dans le cadre de l'examen de la recevabilité de la pétition sur la même question) ;
- **Suivi de la proposition de la Commission d'établir une sous-commission ad hoc pour se rendre en Ukraine dans un proche avenir** : a tenu une discussion sur une proposition d'une deuxième visite en Ukraine par une sous-commission ad hoc et a proposé de soumettre le calendrier et l'itinéraire convenus au Bureau pour approbation ;
- **Déclaration sur le corridor de Latchine** : a adopté [une déclaration](#) sur l'obstruction du corridor de Lachin ;
- **Menaces d'atteinte à la vie et à la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits humains en Azerbaïdjan** (*Rapporteuse : Mme Hannah Bardell, Royaume-Uni, NI*) : a examiné une note introductive (présentée par la rapporteure en son absence). A accepté la déclassification de la note introductive, une éventuelle visite d'information et une demande d'audition (ouverte au public) à tenir conjointement avec la Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe et la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias (la visite et l'audition sous réserve de la disponibilité des fonds) ;
- **Réforme de la législation du Royaume-Uni sur les droits de l'homme : conséquences pour la protection des droits de l'homme au niveau national et européen** (*Rapporteur : M. Kamal Jafarov, Azerbaïdjan, CE/DA*) : a tenu une audition avec la participation de Mme Sanchita Hosali, directrice de l'Institut britannique pour les droits de l'homme, Royaume-Uni et entendu une présentation préparée par Baronne Hale, ancienne présidente de la Cour suprême du Royaume-Uni, en son absence ;
- **Allégations de torture systématique et de peines ou traitements inhumains ou dégradants dans les lieux de détention des États membres du Conseil de l'Europe** (*Rapporteur : M. Constantinos Efstathiou, Chypre, SOC*) : a tenu une audition, [retransmise en direct via la chaîne YouTube de l'Assemblée](#), avec la participation de :
 - M. Alan Mitchell, Président du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)
 - M. Vladimir Osechkin, président de la Fondation des nouveaux dissidents, fondateur du projet Gulagu.net
 - M. Siarhei Savelyeu, coordinateur de la ligne d'assistance téléphonique Gulagu.net ;
- **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : Réponse à la [Recommandation 2230 \(2022\)](#) sur « Combattre et prévenir l'usage excessif et injustifié de la force par les forces de l'ordre » a pris note de la réponse et des commentaires du Rapporteur concernant la réponse ;
- **Examen de la légitimité et de la légalité de la dérogation ad hominem à la limitation des mandats en faveur du Président en exercice de la Fédération de Russie** (*Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC*) : a décidé de déclassifier une note introductive du rapporteur et d'organiser une audition lors de la partie de session d'avril, sous la disponibilité des fonds ;
- **Approbation du mandat de rapporteur général pour les prisonniers politiques** : a accepté que le mandat proposé soit soumis au Bureau pour son approbation ;
- **Auditions lors de la prochaine réunion** : a pris note que les auditions suivantes qui auront lieu lors de la 2^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2023 , sous la disponibilité des fonds, seront ouvertes au public :
 - Examen de la légitimité et de la légalité de la dérogation ad hominem à la limitation des mandats en faveur du Président en exercice de la Fédération de Russie (*Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC*) ;
 - Menaces d'atteinte à la vie et à la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits humains en Azerbaïdjan (*Rapporteuse : Mme Hannah Bardell, Royaume-Uni, NI*) (tenue conjointement avec la Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe et la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias) ;
 - Responsabilité pour l'agression russe contre l'Ukraine (tenue conjointement avec la Commission des questions politiques et de la démocratie) ;

- La sous-commission sur l'intelligence artificielle, la sous-commission de l'éducation, de la jeunesse et du sport de la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias et la sous-commission sur les enfants de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable, sur l'intelligence artificielle dans l'enseignement scolaire, avec la présentation d'un robot humanoïde par les élèves d'une école ;
- **Prix des Droits de l'Homme Václav Havel 2023** : a relancé un appel à candidatures, a noté la date limite du 30 avril 2023 (site [Prix des Droits de l'Homme Václav Havel](#)) ;
- **Questions diverses** :
 - à décidé d'inviter les représentants élus de la communauté chypriote turque à participer à ses réunions pendant la session ordinaire de 2023 de l'Assemblée ;
 - **Sous-commission des droits de l'homme** : a ajouté Mme Thórhildur Sunna Ævarsdóttir (Islande, SOC) sur la liste d'attente pour être membre titulaire dès la prochaine place disponible ;
 - **Sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme** : a désigné M. Davor Ivo Stier (Croatie, PPE/DC) en tant que membre titulaire ;
- **Prochaines réunions** :

Commission plénière :

 - pendant la 2^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2023 (24-28 avril 2023)
 - 22-23 mai 2023, Larnaca, Chypre
 - pendant la 3^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2023 (19-23 juin 2023)
 - 8 septembre 2023, Bureau de Paris (à confirmer)
 - pendant la 4^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2023 (9-13 octobre 2023)
 - 1^{er} décembre 2023, Bureau de Paris (à confirmer).

La Sous-commission des droits de l'homme (de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Paris le mercredi 22 mars 2023 à 12h35, sous la présidence M. André Gattolin (France, ADLE), doyen d'âge présent en salle, en ce qui concerne :

- **Election du Président ou de la Présidente de la sous-commission** : a élu M. Kamal Jafarov (Azerbaïdjan, CE/AD) en tant que Président par acclamation ;

Puis sous la présidence de M. Kamal Jafarov (Azerbaïdjan, CE/AD) :

- **Election du Vice-président ou de la Vice-Présidente de la sous-commission** : a élu Mme Octavie Modert (Luxembourg, PPE/DC) par acclamation ;
- **Prochaine réunion** : durant la partie de session d'avril 2023.

Günter Schirmer, Guillem Cano-Palomares, Eleanor Hourigan

Copie aux :

Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire
 Directrice, Directeur et agent-e-s du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
 Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
 Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
 Secrétaire Général du Congrès
 Secrétaire du Comité des Ministres

Directrices et Directeurs Généraux
Directeur de Cabinet de la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe
Directeur du Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme
Directeur de la Communication
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe